

Six questions à trancher pour refonder le NPA

Il est à la fois urgent et possible que ce congrès sorte enfin le parti de la crise et lui redonne l'élan nécessaire pour intervenir dans les luttes, défendre nos idées et réattirer des milliers de travailleur/ses, de jeunes, de révolté-e-s. Cela suppose de trancher un certain nombre de questions importantes. Nous ne prétendons nullement qu'il soit possible de tout régler dès ce congrès, mais considérons que si nous ne changeons rien, alors le déclin du parti continuera et l'échec deviendra irréversible.

Sans prétendre faire ici un bilan global du NPA depuis sa fondation, il nous semble indispensable de partir d'un certain nombre de constats sur ce qui n'a pas marché pour pouvoir discuter de façon concrète de la nécessaire refondation du parti :

- Le premier constat est que les délimitations stratégiques dont s'était dotées le NPA lors de sa fondation se sont révélées insuffisantes dans la mesure où elles cachaient des projets politiques différents. Le départ d'une fraction du parti vers le Front de Gauche en est le symptôme le plus clair.
- Le deuxième est que le NPA n'a pas été en mesure de jouer un rôle significatif dans les échéances de la lutte de classes telles qu'elles se sont présentées. Lors de la plus importante, la bataille des retraites, nous nous sommes beaucoup dépensé-e-s, mais force est de constater que nous n'avons été capables ni de peser un minimum sur le cours de la lutte, ni de gagner au parti les travailleurs/ses et les jeunes les plus radicalisé-e-s.
- Enfin, le troisième constat, c'est que nous avons été plus généralement incapables d'entraîner vers nos idées, au-delà de la dynamique du processus constituant, des jeunes générations qui pourtant sont souvent à la recherche d'une perspective politique et militante face à la crise du système capitaliste.

Selon nous, ces faiblesses importantes ont un rapport évident avec celles du projet initial et les choix d'orientation et de méthode faits depuis la fondation. On ne peut les expliquer seulement par des facteurs objectifs extérieurs comme la gravité de la crise ou la défaite des luttes (en fait souvent trahies par les directions syndicales amies du Front de gauche). D'autant plus que, malgré l'absence de victoire décisive, il existe une frange grandissante des travailleurs/ses qui se radicalise, que nous aurions pu gagner sur la base de ses expériences. C'est pourtant la seule grille d'analyse avancée par la direction sortante, qui a laissé délibérément les questions de fond dans le flou depuis le début, puis au congrès de 2011, aux CN de 2011 et de 2012... et qui nous propose maintenant d'éviter tout bilan pour continuer encore, comme si de rien n'était ! La GA a quant à elle tranché un certain nombre de ces questions dans le sens de l'opportunisme, voire de la capitulation à l'égard du réformisme. Nous proposons de les trancher au contraire dans un sens révolutionnaire pour remettre le parti sur de bons rails. C'est le sens de notre plateforme et nous sommes convaincu-e-s que le début de la reconstruction passe par de vraies discussions auxquelles participent toutes et tous les camarades, toutes les tendances et sensibilités, avec sur les différents points des majorités et des minorités claires permettant d'agir ensemble dans les luttes.

1) Construire un NPA ouvertement révolutionnaire

Être anticapitaliste, est-ce forcément être révolutionnaire ? La question doit être clarifiée. La formule négative d'« anticapitalisme » est source de nombreuses ambiguïtés. Les réformistes la reprennent parfois, notamment depuis la fondation du NPA, en lui donnant alors le sens d'être hostiles au capitalisme, de vouloir taxer les capitalistes, voire de rêver de s'en débarrasser un jour, mais après de nombreuses victoires électorales et une longue phase d'intervention dans les institutions — avec bien sûr aussi des mobilisations pour pousser... Par ailleurs, l'argumentation par laquelle la GA a justifié son choix de rejoindre le FdG a montré qu'il y avait dans notre propre parti une immense confusion sur le périmètre de l'« anticapitalisme », intégrant pour certains l'« anti-libéralisme », etc. Or il n'y a aucune compatibilité entre notre projet révolutionnaire et celui du FdG qui nous rebat les oreilles avec ses illusions keynésiennes, ses prétendues solutions institutionnelles, son républicanisme bourgeois, son chauvinisme, son soutien à la « puissance de la France ».

Selon nous, **seul le programme révolutionnaire est réellement anticapitaliste**. Il s'agit d'en finir avec le système capitaliste et cela passera nécessairement par une révolution. Celle-ci est un processus, une transformation révolutionnaire de la société, de la production et de la division du travail, de tous les rapports sociaux, mais elle passe par des mesures transitoires : l'annulation de la dette, l'expropriation des capitalistes, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins, le contrôle des flux commerciaux, la suppression des marchés

financiers, le monopole socialisé du crédit, la création d'une monnaie inconvertible, l'extension internationaliste... Tout ceci implique la prise du pouvoir par les travailleurs/ses à tous les niveaux de la société et par conséquent la destruction de l'Etat bourgeois qui ne pourra ni être réformé, ni même servir de point d'appui pour développer les mobilisations dans un sens révolutionnaire. Toute l'histoire de notre classe au XX^e siècle est là pour en témoigner. Assumer le NPA comme un parti révolutionnaire, c'est revendiquer ces mesures et ces objectifs et les opposer clairement à ceux des réformistes (quelle que soit la forme de l'expression) pour en convaincre les travailleurs/ses et les jeunes.

C'est aussi **revendiquer le projet d'une société** débarrassée de la misère et de l'exploitation, de l'oppression et de l'aliénation, de la souffrance et de l'absurdité, du productivisme et de l'empoisonnement généralisé de l'air, de l'eau, de la nourriture... À cela nous opposons la volonté et la possibilité d'une société radicalement différente, une société égalitaire et émancipatrice, permettant le « bien vivre » et l'épanouissement de tou-te-s. Nous revendiquons haut et fort ce projet historique : l'Internationale ne se chante pas à mi-voix. Car les travailleur/ses ont besoin, pour se battre de façon radicale ici et maintenant, d'être animé-e-s par la conviction que ce système monstrueux peut être abattu et remplacé par un autre. Il ne s'agit pas d'utopies : les révolutions du passé, la libération de la parole et de l'action par la démocratie ouvrière dans le cadre des luttes auto-organisées, celle des usines autogérées, etc., sont autant d'expériences réelles qui préfigurent ce qu'il est possible de faire pour transformer la réalité.

2) Pour un parti de la classe ouvrière : donner la priorité à la lutte des classes, implanter le parti dans les secteurs stratégiques

Vouloir construire le parti en priorité dans la « classe ouvrière », est-ce être « ouvriériste » ? Est-ce considérer comme secondaires les questions démocratiques, anti-racistes, féministes, écologistes ? Si nous pensons que le NPA doit s'implanter en priorité dans les secteurs stratégiques (grandes usines, transports, énergie, communications, banques...), c'est **par réalisme : les travailleurs/ses de ces secteurs ont le plus de pouvoir pour bloquer la production, frapper les patrons au portefeuille et, demain, impulser la réorganisation de l'économie.** Il faut donc se donner, *comme parti*, des priorités d'implantation et d'intervention (même de l'extérieur). D'autant plus qu'il existe des secteurs radicalisés au sein de notre classe — ceux qui ont mené des luttes dures contre les fermetures en 2009, ceux qui ont tenté, sans réussir malheureusement, d'aller au-delà des journées saute-mouton imposées par les directions et de construire la grève générale en 2010 ou encore ceux qui ont mené les bagarres de ces derniers mois en dépit de toutes les entraves imposées par les bureaucraties syndicales : c'est par la fusion avec ces secteurs que nous réussirons à construire le NPA comme un parti ancré dans la classe ouvrière et ne dépendant pas des succès médiatiques et des oscillations politiques du Front de gauche. Cela ne signifie en aucun cas qu'il ne faille pas organiser et mobiliser aussi les travailleurs/ses des petites entreprises, de la santé, de l'éducation, etc. : il est décisif également de s'implanter là où l'on travaille et les comités de branche gagneraient de ce point de vue à être généralisés dans la mesure du possible. De façon générale, il faut se construire dans la classe ouvrière car nous ne voulons pas simplement être le parti des luttes et des mouvements sociaux, mais nous pensons que les travailleurs sont la seule force capable d'articuler les revendications sociales et démocratiques, d'entraîner avec eux l'ensemble des opprimé-e-s et des exploité-e-s dans l'affrontement contre la bourgeoisie.

S'implanter en priorité dans le prolétariat ne signifie pas qu'on ne doive parler que des questions de l'emploi et des salaires, moins encore qu'on doive tomber dans le parasyndicalisme ! Au contraire, **le parti a comme tâche de discuter avec les prolétaires de propositions sur l'ensemble des questions qui se posent dans la société et qui montrent l'exploitation, l'oppression, la nécessité de la renverser...** C'est tout particulièrement le cas du racisme, du sexisme et de l'homophobie, qui sont à la fois intolérables en eux-mêmes et sources de division de la classe ouvrière ; de ce point de vue, la dénonciation de l'extrême droite et, dès que nécessaire, l'auto-défense contre ses attaques, dans l'unité des organisations du mouvement ouvrier, doivent être des préoccupations constantes. Il en va de même des ravages écologiques, qui abîment immédiatement la santé des travailleurs, préparent des désastres sociaux et humains considérables, mais sont aussi de formidables vecteurs de mobilisation ; il est très important que dans son expression régulière, notre parti s'attelle à faire le lien entre luttes sociales et écologiques, en réfléchissant à des mots d'ordre permettant de les articuler (à ce titre, nos propositions de réorientation de l'outil industriel du nucléaire vers le renouvelable peuvent servir d'exemple).

3) Articuler les revendications à l'objectif central du gouvernement des travailleurs et du renversement du système

Le « gouvernement des travailleurs », est-ce une marotte de gauchistes ? Les discussions à ce sujet montrent que, pour certain-e-s camarades, il s'agit d'un objectif lointain et qu'on pourrait en attendant se battre pour un bon gouvernement de gauche ou un gouvernement anti-austérité, comme celui que défend Syriza en Grèce. Cette pente est dangereuse et a pu conduire dans un passé récent à soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou de Prodi en Italie. Pour nous, le gouvernement des travailleurs pourra certes avoir des formes diverses (gouvernement issu d'un comité central de la grève générale, gouvernement élu par les « communes », des « conseils » ou des « AG » fédérés au niveau national, gouvernement d'organisations du mouvement ouvrier s'appuyant sur les luttes et prenant les premières mesures révolutionnaires d'expropriation des capitalistes et de construction d'une démocratie ouvrière, etc.) ; mais dans notre propagande actuelle il s'agit de montrer, par cette formulation, que les travailleurs/ses ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur auto-organisation et leurs organisations s'ils/elles les contrôlent, se battre pour le pouvoir politique et rompre avec les institutions bourgeoises. **Nous proposons d'articuler systématiquement le programme des revendications actuelles de la classe ouvrière et des mesures transitoires que nous proposons avec cet objectif afin de ne pas laisser croire qu'il serait possible de les réaliser globalement et durablement dans le cadre du système et de l'État bourgeois.**

De ce point de vue, **il faut en finir avec l'ambiguïté du mot d'ordre « interdiction des licenciements »**. Le NPA a fortement contribué à le populariser. Mais, alors que les travailleur/ses nous interrogent, nous n'avons jamais tranché la question de savoir comment expliquer la façon d'y parvenir. Notre mot d'ordre manque dès lors de crédibilité politique. Or O. Besancenot tranche le problème en répétant sans cesse dans les médias (sans mandat en ce sens !) qu'il faudrait une « loi » pour « interdire les licenciements », et en demandant à Hollande de la faire (tandis que les député-e-s FdG proposent une loi pour « interdire les licenciements boursiers »)... Pourtant, **jamais un gouvernement bourgeois n'interdira les licenciements en général !** En disant cela, on ne fait donc que semer la confusion. Il faut se battre concrètement contre les plans de licenciements (zéro licenciement, non aux fermetures, nationalisation ou socialisation sans indemnités et sous contrôle des travailleurs des groupes qui licencient, etc.) et **avancer l'interdiction des licenciements comme la mesure que prendrait un gouvernement des travailleurs**, seul à même de rompre avec le capitalisme en collectivisant les entreprises (et en permettant la reconversion de celles qui polluent, sont dangereuses ou produisent des choses inutiles ou nocives).

4) Clarifier la question de l'« unité »

Une des discussions qui ont le plus agité le parti a été celle de l'alliance ou non avec le FdG et plus généralement des rapports avec lui. Cette discussion a concerné à la fois les échéances électorales et les mobilisations. Pour la GA, il fallait s'allier avec le FdG dans les élections. Pour d'autres, il ne le fallait pas, mais il s'agirait de constituer un « front politique » avec lui, un « front avec le front ». La formule d'« opposition de gauche » au gouvernement Hollande, qui relève d'une logique parlementaire, est ambiguë car elle laisse ouverte ces possibilités. Il est donc important de clarifier une bonne fois, afin que le parti ne soit pas de nouveau paralysé et/ou divisé aux prochaines élections, mais surtout dans les luttes immédiates. **L'unité de notre classe doit être systématiquement recherchée** à la fois pour combattre les divisions entretenues par le capitalisme (concurrence, hiérarchies, sexisme, racisme...) et pour être efficaces dans les luttes. **Mais cela ne justifie en aucun cas qu'on renonce à l'indépendance politique**, c'est-à-dire à défendre publiquement ses propres idées. Le principe nous semble assez clairement énoncé dans la formule fameuse du « front unique ouvrier » : « *marcher séparément, frapper ensemble* ». Cela signifie à notre avis qu'on ne fait **pas d'accords programmatiques avec les réformistes**. Autrement dit, on ne se lie pas à eux sur des engagements et des expressions communes qui impliquent une acceptation même partielle de leurs positions réformistes. Il n'y a aucune raison de signer des appels réformistes : l'unité de la classe ne se réalise pas sur des appels ; en revanche, ceux-ci peuvent entretenir la confusion politique ! Par exemple, on aurait très bien pu appeler à manifester contre le TSCG en même temps que le FdG sans signer avec lui un texte qui appelle à une « consultation citoyenne » (c'est-à-dire un référendum), au sauvetage de l'euro et à la démocratisation de l'UE capitaliste. **Pour réaliser l'unité, il faut tout simplement agir ensemble pour des revendications communes claires, sur des mots d'ordre précis**, par des grèves, des manifestations, y compris dans certains cas des collectifs unitaires, à condition qu'ils ne soient pas des coquilles vides d'appareils, mais servent réellement à mobiliser les travailleurs/ses. Par ailleurs, nous pouvons nous allier sur des questions programmatiques partielles à des forces qui se réclament de la révolution comme LO, AL, la CNT, etc., avec qui les discussions de fond méritent d'être menées malgré nos divergences bien plus qu'avec les appareils du FdG !

5) Être plus concrètement internationalistes et anti-impérialistes

En général, le parti affiche son soutien aux luttes dans le monde, mais nous prenons rarement des **initiatives de solidarité pratiques**. Le sentiment d'avoir peu de prise sur les événements d'autres pays est compréhensible, mais l'intérêt de mobiliser les travailleurs/ses et la jeunesse sur ces questions, même à une échelle limitée, est important si nous voulons forger des militant-e-s internationalistes capables de résister à la pression chauvine, d'aider les travailleurs/es à dépasser les divisions racistes, etc. Il est aussi crucial d'approfondir les relations, mais aussi les discussions politiques avec les organisations d'autres pays, en Europe et au-delà, avec l'objectif d'une organisation anticapitaliste révolutionnaire internationale.

En particulier, **militant dans un pays impérialiste, nous devons être au premier rang de la dénonciation de « notre » propre État, la France**, qui continue à contrôler de véritables possessions coloniales, notamment aux Antilles, en Kanaky ou à La Réunion, qui intervient militairement ou entretient des bases permanentes à l'étranger, notamment en Afrique et soutient des dictatures partout dans le monde, ainsi que l'État sioniste contre les Palestiniens. C'est la raison pour laquelle nous devons mener une campagne contre le projet d'intervention militaire de la France au Nord-Mali, sous couvert de la CEDEAO. Cette politique néo-coloniale, on la voit également à l'œuvre dans les pays du Maghreb et du Machrek : la France reste la principale tutelle de la Tunisie, elle a joué un rôle décisif dans le bombardement de la Libye et la canalisation du soulèvement vers le CNT (Conseil national de Transition), instrument de la recolonisation impérialiste, et elle reste le fer de lance d'une intervention discrète mais efficace en Syrie auprès du CNS et des groupes qui s'en réclament, agents de l'impérialisme au sein du soulèvement populaire contre Assad. **Notre soutien complet à ce soulèvement et nos efforts pour mobiliser les travailleurs/ses et le mouvement ouvrier ne doivent pas justifier un quelconque renoncement à notre combat anti-impérialiste ou sa négligence**. Le gouvernement français et les autres gouvernements bourgeois n'apportent et n'apporteront aucun soutien aux processus révolutionnaires comme tels et leurs interventions hypocrites ne servent qu'à prendre le contrôle des soulèvements pour mieux les contrôler, voire les briser quand c'est nécessaire pour leurs intérêts.

Enfin, **tout recul ou toute avancée de l'impérialisme en général et du « nôtre » en particulier modifie en dernière instance les rapports de forces internes au niveau hexagonal**. C'est la raison pour laquelle nous ne serons jamais dans le camp de « la république » et que, en cas d'intervention militaire impérialiste dans un pays dominé, nous sommes pour sa défaite. Nous nous situons résolument aux côtés des peuples et des forces qui entament et remettent en cause la mainmise de l'impérialisme français, sans pour autant renoncer à notre programme et notre orientation.

6) Pour un NPA efficace et démocratique

La question du fonctionnement, qui se joue non seulement dans les textes mais surtout dans la pratique, est inséparable de notre projet politique. À l'inverse, la volonté affichée d'une partie de la direction d'entretenir le flou sur des questions de stratégie, de programme et d'orientation, en étouffant les discussions de fond, explique en grande partie que les manœuvres d'appareils se soient substituées aux débats politiques pourtant indispensables et que des dérives anti-démocratiques se soient manifestées dès le début (la volonté acharnée d'exclure par une motion les militants de la P4, jusqu'à son rejet démocratique par les militant-e-s lors du congrès de 2011, en étant un exemple caricatural). La solution n'est ni de remettre en cause l'importance des tendances dans la vie du parti, ni de prendre des mesures administratives contre leur expression publique, comme le proposent certain-e-s camarades : cela ne pourrait conduire qu'à de nouvelles régressions démocratiques. La solution, c'est au contraire de renouer avec les discussions de fond, de permettre aux idées et aux discussions de se déployer pleinement, de les confronter à la réalité, tout en assurant l'efficacité du parti pour l'intervention dans les luttes, l'implantation dans la classe ouvrière, à commencer par les secteurs stratégiques, dans la jeunesse et les quartiers populaires. C'est pourquoi nous défendons des principes de fonctionnement en cohérence avec notre projet de parti anticapitaliste et révolutionnaire :

• *Un parti de militants pour l'intervention dans la lutte de classes*

Le fonctionnement de notre parti doit être à la fois conforme à nos principes (démocratie, combat contre les oppressions, effort pour former des militant-e-s révolutionnaires, etc.) et efficace pour nos choix stratégiques et d'orientation. Ainsi, notre but d'organiser le renversement révolutionnaire de ce système à partir des luttes des travailleurs et de la jeunesse nous impose la tâche de construire un parti de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-

s au service de l'intervention dans la lutte de classes. En lien avec cet objectif, là où cela est possible, les comités par lieu de travail et d'étude ou par branche doivent être privilégiés.

• ***Toute la place à l'initiative des comités, renforcement du lien avec la direction***

Les comités sont l'instance première de l'élaboration et de l'intervention du parti et leurs initiatives doivent être encouragées et appuyées. Pour cela, il faut garder le principe d'une autonomie relative des comités. En même temps, il faut renforcer la coordination du parti et le lien entre les comités et le CPN, dans les deux sens : faire en sorte que les plateformes s'efforcent de permettre au mieux la représentation d'un maximum de départements au CPN ; préparation et compte-rendu du CPN dans les comités ou en AG (ce qui suppose notamment d'en recevoir les textes suffisamment à l'avance) ; remontée au CPN de bilans, propositions, motions des comités ; mise en place de directions intermédiaires dans les grandes villes et les départements pour impulser et coordonner l'activité locale du parti, articulant les orientations nationales et les diversités territoriales.

• ***Le rôle de la direction et son contrôle sur le CE et les porte-paroles***

Le CPN ne doit pas être une sorte de chambre d'enregistrement des décisions politiques prises ailleurs, mais la direction légitime du parti, chargée de définir une orientation nationale cohérente, d'impulser et de coordonner notre activité. Le CE doit cesser de « régner » sans contrôle réel du CPN et avoir un mandat clair de celui-ci. De même, les porte-paroles doivent cesser de soutenir publiquement des positions qui n'ont pas été adoptées par le parti et rendre compte devant chaque CPN. Il en va de même pour les différentes commissions nationales.

• ***Liberté de tendances***

Le fait que les différentes sensibilités qui existent dans le parti puissent avoir une expression et faire des propositions à l'ensemble de l'organisation correspond à un principe démocratique élémentaire, d'autant plus indispensable lorsque nous construisons un parti avec des militants d'origines et traditions diverses. Si les batailles d'appareil et les accords au sommet ont trop souvent pourri la vie du CPN et du parti, ce n'est pas à cause du droit de tendance et de fraction, mais en raison de la façon dont une bonne partie de la direction conçoit la politique et des méthodes que cela entraîne. Remettre en question ou même limiter cet acquis démocratique représenterait une mesure administrative et dépolitisante pour empêcher les débats. Des divergences existent sur le programme, l'orientation, la stratégie : discutons-en sans tabou et sans stigmatisation en cherchant des synthèses réelles et non pas des compromis sur des formules ambiguës. C'est la seule solution pour que les tendances jouent leur rôle et ne soient pas des appareils figés qui cherchent à s'auto-conserver au-delà de la politique. Pour assurer la représentation démocratique des sensibilités, le CPN, le CE, les commissions nationales et toutes les instances élues sont composés à la proportionnelle intégrale des plateformes. Cela n'empêche nullement de prendre des décisions, de les mettre en œuvre collectivement et d'avancer ensemble. N'oublions jamais que nous sommes des camarades, réuni-e-s dans le même parti parce que nous voulons en finir avec cette société.

• ***La formation au centre de l'intégration des nouveaux camarades et de la démocratie interne***

Il faut abolir la division du travail et les hiérarchies existant au sein de notre organisation où la plupart des militant-e-s se consacrent aux tâches « matérielles » alors que l'élaboration est une « affaire d'experts ». Pour que tou-te-s les camarades (notamment celles et ceux qui subissent le plus l'exploitation et l'oppression) se sentent en capacité de participer à l'élaboration de la politique et de l'orientation ou d'intervenir dans les différents débats, la formation est un élément clef. Tou-te-s les camarades sont compétent-e-s dans tel ou tel domaine et c'est par la mise en commun de leurs connaissances que se forge une expérience mutuelle de savoir et de savoir-faire. La direction doit à son tour impulser une politique de formation permettant à l'ensemble des militant-e-s de s'approprier le patrimoine politique de notre classe, l'histoire des révolutions et ses leçons politiques et stratégiques, les outils du marxisme, etc. Il s'agit d'une garantie fondamentale pour que chaque militant puisse participer sur un pied d'égalité aux débats qui traversent l'organisation. Dans une situation où la crise du capitalisme donne lieu à une sorte de « conscience anticapitaliste élémentaire » dans un certain nombre de secteurs, une politique offensive de propagande et de formation permettra de dynamiser la construction du NPA.